

GESTION DE SONATRACH

Les vérités de Cherouati

Le président directeur-général de la Sonatrach a annoncé la création d'une inspection générale indépendante qui sera chargée de contrôler la gestion de l'entreprise. Nouredine Cherouati, qui a rencontré, hier, des représentants de la presse, s'est montré confiant quant aux potentialités énergétiques de l'Algérie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La Sonatrach veut se défaire définitivement de l'image d'entreprise minée par la corruption dont elle a hérité ces dernières années. Son Pdg a annoncé, hier, la création d'une inspection générale indépendante.

«Nous allons installer une inspection générale qui sera chargée de contrôler la gestion de la compagnie.

Cette structure sera totalement indépendante. L'inspection générale, dont les membres seront des cadres issus de la Sonatrach, jouera également le rôle d'arbitre», a indiqué Nouredine Cherouati lors d'une rencontre avec la presse au siège de la compagnie nationale.

Selon lui, les mécanismes mis en œuvre depuis son arrivée à la tête de la compagnie ont permis d'assurer les objectifs essentiels en matière de gestion : «Protéger les gestionnaires, obtenir les meilleurs prix et assurer la transparence des opérations.»

Cherouati a cité en exemple les directives R 16 et R 17 relatives aux transactions commerciales qui ont remplacé la très décriée R 15 imposée par son prédécesseur.

«Le principal avantage de la R 16 est de protéger le gestionnaire à travers le passage par une commission des marchés. Mais voilà, nous nous sommes rendu compte que ce mécanisme était très lourd, car même les membres de la commission avaient tendance à être réticents. Nous avons donc décidé de corriger certaines défaillances dans le cadre de la R 17. Aujourd'hui,

le mode de passation de marché est mieux maîtrisé.»

Externalisation

Nouredine Cherouati a expliqué qu'une des mesures introduites dans la R 17 consistait à permettre à la Sonatrach de passer des marchés de gré à gré avec les autres filiales du groupe. «Nous avons consulté au préalable les autorités qui nous ont répondu que cela entraînait parfaitement dans le cadre de la politique de la préférence nationale.»

Un des défis auquel est confronté la Sonatrach consiste à gérer au mieux le processus d'externalisation de certaines activités. «Voilà près de vingt ans que la Sonatrach applique une politique d'externalisation de ses activités annexes. Mais à terme, cela pourrait représenter un danger réel car en externalisant tout, nous finirons par nous mettre à la merci des autres. La compagnie doit donc garder un maximum de liberté. Avant de sous-traiter une activité, il faut tout maîtriser. C'est dans cet esprit qu'il a été décidé de créer des laboratoires d'expériences qui seront chargés, au préalable, de mener des études.»

Potentiels

Interrogé sur les potentiels énergétiques de l'Algérie, Cherouati s'est montré particulièrement optimiste. Il a rejeté en bloc la théorie selon laquelle les réserves nationales d'hydrocarbures seront totalement épuisées dans deux ou trois décennies.

«Il y a encore beaucoup de



Nouredine Cherouati.

pétrole et de gaz à découvrir en Algérie. Jusqu'à présent, l'essentiel des découvertes est concentré au sud-est du pays. Nous savons que notre potentiel intéresse beaucoup de monde. Des études ont démontré que l'Algérie est classée parmi les premiers pays en termes de réserves d'hydrocarbures.»

En termes de recherche d'hydrocarbures, Cherouati fait sienne cette citation : «C'est l'intelligence humaine qui permet de découvrir le pétrole.»

Sonatrach devrait également se lancer dans l'exploitation de gaz de schiste. Un débouché qui s'annonce prometteur car, en plus de l'énergie produite, il permettra de créer de nombreux emplois.

Une étude complète sur le

développement de gaz de schiste devrait être présentée aux autorités avant la fin de l'année.

Conflits

Dans le registre des conflits, le patron de la Sonatrach est revenu sur l'accord signé récemment avec Gaz Natural.

Un accord qu'il a qualifié de «satisfaisant» puisqu'il permet à la compagnie nationale de prendre 3,8 % du capital de la compagnie espagnole en plus de certains avantages financiers.

Toutefois, Cherouati a laissé entendre que la Sonatrach n'aurait pas eu de réel pouvoir si elle avait exigé des parts plus importantes pour siéger au conseil d'administration de Gaz Natural. «Les principaux

actionnaires sont Caixa et Repsol. Nous ne pouvions pas être majoritaires.» Interrogé sur le conflit qui oppose Sonatrach à Anadarko, Cherouati s'est refusé à tout commentaire. «L'arbitrage est en cours.»

Autre question sur le même sujet : «Cette affaire aurait-elle éclaté si la Sonatrach n'avait pas vendu les actions qu'elle détenait dans Anadarko ?» Réponse : «Je n'ai pas de machine à remonter le temps.» Sur un autre plan, le président directeur-général de la Sonatrach a nié l'existence d'un désaccord avec le ministre de l'Energie et des Mines.

«Tout se passe très bien avec le ministre. Tout le reste, n'est que rumeur.»

T. H.

LA CPI VIENT DE LANCER UN MANDAT D'ARRÊT À SON ENCONTRE

Gueddafi à La Haye

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La Haye n'est généralement pas une destination touristique estivale. Ni une cité de villégiature comme les aimaient, jadis, le chef d'Etat presque déchu de la Libye.

C'est humilié, contraint, forcé, sans doute menotté et suivi par les cohortes de journalistes, caméramens et photographes du monde entier que le guide suprême rejoindra sa destination.

La Haye, siège de la cour internationale de jus-

tice. Ou la cour de justice internationale, c'est selon.

Cela n'a plus d'ailleurs de l'importance. C'est une affaire de transcription, d'interprètes, pas plus. La vraie version est d'ordre politique. Pourquoi et comment Gueddafi a-t-il été piégé à ce point ?

Sans aucun égard, sans pitié aucune. Vraisemblablement, c'est lors du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens (Bruxelles 23 et 24 juin dernier) que la décision de renvoyer Gueddafi vers les juges de la belle ville néerlandaise a été



Mouâmar El Gueddafi.

prise. Les dirigeants de l'UE avaient, il est vrai, acté les échecs des médiations turque, sud-

africaine et russe. L'entêtement-aveuglement du cinglé de Tripoli n'a pas laissé d'autre

choix aux forces coalisées contre lui que d'actionner la CPI pour baliser le terrain à une transition-gouvernance sans lui.

Les procureurs de La Haye ont pu d'autant plus facilement se constituer, pour ainsi dire, partie civile que les crimes commis par Gueddafi sont légion.

Moreno Ocampo, procureur en chef, a donc émis un mandat au nom des Gueddafi, Mouammar et Seïf El Islam, ainsi qu'à celui de Abdellah Senoussi, chef des renseignements. «Crimes contre l'humanité» figurent, bien évidemment, en

tête des accusations. Pourtant, vu les «spécificités» libyennes et des assassinats «fantasques» du guide, la CPI a ajouté le concernant «meurtre avec préméditation d'opposants».

Question : pourquoi les dictateurs arabes sont-ils si cruels lorsqu'ils sont aux commandes et aussi vils quand ils chutent et personne ne leur vient en aide.

Proverbe algérien «ikhalsou âla faâyal-houm» («ils paient cash pour leurs actes»).

Au suivant !...

A. M.